

quelle autre du pays. En tant que Canadien, le Québec a autant d'importance pour moi que l'Alberta ou la Colombie-Britannique, et je ne désire pas qu'il se sépare.

M. Nystrom: Et la Saskatchewan?

M. McDermid: Oui, bien sûr, la Saskatchewan aussi. C'est de là que vient la famille de ma mère.

M. Nystrom: Bravo!

M. McDermid: Merci.

M. Knowles: Comment êtes-vous devenu conservateur?

M. McDermid: Il ne m'a pas été difficile de devenir conservateur, croyez-moi; et avec ce qui se passe aujourd'hui, il ne m'est pas difficile de le rester. Je vois que le secrétaire parlementaire, le député d'Ottawa-Centre (M. Evans), est lui aussi en train de se tâter.

● (1750)

Une voix: C'est un vrai conservateur.

M. McDermid: Ce qui se passe au Québec me préoccupe et j'exhorte les Québécois à réfléchir soigneusement avant de voter le 20 mai parce que leur décision pourrait ébranler pour très longtemps les fondements même de notre pays.

Les habitants de l'Ontario, et moi-même à titre de député de l'Ontario, sommes prêts à participer au remaniement de la constitution. Il ne fait aucun doute que ce remaniement est nécessaire. Je pense que le premier ministre de notre province l'a indiqué très clairement. Il a aussi bien précisé qu'il ne discuterait jamais d'aucun projet de souveraineté-association. C'est aussi l'avis de mes électeurs. Ils ne veulent pas voir le Canada se diviser et ils ne sont pas disposés à discuter de souveraineté-association.

Des voix: Bravo!

M. McDermid: Nous pouvons obtenir les résultats que nous souhaitons dans le cadre de la Confédération, c'est certain. J'exhorte donc, dans ma propre langue, les gens du Québec à voter non et à appuyer tous mes collègues de la Chambre qui sont de mon avis.

J'aimerais me pencher quelques instants sur l'économie du Canada. Cela me préoccupe, et j'ai pu me rendre compte la fin de la semaine dernière qu'un grand nombre d'habitants de ma circonscription s'inquiètent aussi de voir que le ministre des Finances ne veut pas présenter de budget. Il dira sans doute quelques mots ce soir et j'ai bien hâte de l'entendre. Par ailleurs, au nom des petits hommes d'affaires et des agriculteurs de ma région, au nom de tous ceux qui contribuent à l'économie du Canada, je l'exhorte à présenter son budget afin que les Canadiens puissent planifier leurs affaires financières et savoir quelle orientation le gouvernement donnera à l'économie du Canada au cours des quatre ou cinq prochaines années.

S'il faut en juger d'après le discours du trône, le secteur privé n'a pas de quoi se réjouir. J'espère que le cabinet adoptera une attitude plus raisonnable, mais j'en doute. J'espère qu'il instillera un peu de bon sens dans le gouvernement et présentera un budget susceptible d'aider les Canadiens. Pour quelle raison ne mettez-vous pas sur pied un programme de subventions hypothécaires, destiné à aider les propriétaires actuellement en difficulté? Nous vous promettons de ne pas protester contre ce revirement. Proposez-nous un programme qui aide le petit entrepreneur, et abstenez-vous de créer d'autres sociétés d'État. Songez à l'agriculteur qui, je vous le dis

L'Adresse—M. MacEachen

tout de suite, est en fort mauvaise posture—oui, en effet, j'ai eu le plaisir d'entendre aujourd'hui parler le ministre de l'Agriculture (M. Whelan). Le jeune agriculteur en particulier délaisse sa terre, que les banques s'empressent de vendre dans des encans. Je supplie donc le ministre des Finances de nous laisser un peu entrevoir ce que son gouvernement a l'intention de faire d'ici l'année prochaine, car l'incertitude qui règne dans le milieu des affaires est des plus inquiétantes.

Je voudrais terminer en invitant les députés à délaissier les mesquineries politiques et à songer sérieusement à la situation du pays. Les récriminations de l'Ouest, du Québec et de l'Ontario, ma province, me préoccupent. Elles me préoccupent au plus haut point car, à l'instar de tous mes collègues ici présents, j'aime mon pays. Je souhaite que nous mettions de côté nos différends et que nous nous concertions pour le plus grand bien du pays. Nous avons un des plus beaux et grands pays dans le monde, auquel tous et chacun témoignent le plus grand respect. Il nous faut conserver ce respect.

Monsieur l'Orateur, avec votre permission, puis-je dire qu'il est 6 heures?

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Y a-t-il accord pour dire qu'il est 6 heures?

Des voix: D'accord.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Comme il est 6 heures, la Chambre s'ajourne jusqu'à 8 heures, ce soir.

(La séance est suspendue à 5 h 55.)

● (2000)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

M. l'Orateur adjoint: La parole est au ministre des Finances (M. MacEachen).

Des voix: Bravo!

M. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur, au sujet de la déclaration que projette de faire le ministre des Finances (M. MacEachen). Je voudrais signaler que je m'oppose à cette façon de procéder. Je me réserve le droit de soulever une question de privilège à la Chambre. Nous croyons que c'est la ligne de conduite à suivre après que le ministre aura terminé sa déclaration ou demain. Je veux en donner préavis dès maintenant. Ce n'est que vendredi dernier que le ministre m'a dit en passant...

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Si le député veut soulever une question de privilège, il a le droit de le faire en temps opportun et il connaît le Règlement.

M. Crosbie: Je vais soulever ma question de privilège maintenant si vous me demandez de le faire. Ma question de privilège est que ce n'est pas la procédure régulière. En réalité, le ministre tente de se servir de l'Adresse en réponse au discours du trône pour prononcer un discours du budget.

Une voix: Pour le passer en fraude.

M. Crosbie: Pour le passer en fraude.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je signale respectueusement au député que dans tout ce qu'il a dit jusqu'à maintenant, je ne distingue rien qui puisse donner lieu à une question de privilège.